

Déclaration Sud Éducation Manche

A quand des élections professionnelles accessibles à tous et toutes ?

Monsieur l'Inspecteur d'Académie,

La composition de ce Conseil Social d'Administration départemental réuni aujourd'hui pour la première fois est issue des résultats des dernières élections professionnelles. A cette occasion, nous tenons à dénoncer les nombreux dysfonctionnements ayant eu pour conséquence une faible participation des électeurs et l'exclusion de certain.es.

Les personnels les plus précaires, les AESH, les AED, les agent-es non titulaires..., mais aussi les remplaçant.es ont eu de réelles difficultés à voter. De trop nombreux collègues n'ont jamais reçu leurs codes de vote qui devaient leur être remis. Si voter sans code était possible, la procédure était néanmoins loin d'être claire; certains y ont renoncé de ce fait quand d'autres n'ont reçu aucune information sur ce mode de vote et/ou de scrutin. C'est par exemple le cas de très nombreux AED qui n'avaient pas activé leurs boîtes académiques faute d'être en possession de leur NUMEN. La migration incomplète des adresses ac-rouen et ac-caen en ac-normandie a aussi généré de nombreuses impossibilités à voter. De même, la gestion défailante des adresses académiques des personnels ayant changé de nom de famille a rendu le vote parfois impossible, et ce d'autant plus que les lignes académiques d'assistance téléphonique ont été saturées car sous-dimensionnées.

Aussi, ce CSA est le premier s'inscrivant dans le cadre de la transformation de la fonction publique avec pour conséquence l'affaiblissement de la représentativité des structures syndicales et ce renforcé pour ce qui nous concerne, par la fusion des deux académies normandes. Ces modalités accentuent l'idée qu'être représentant.e du personnel deviendrait dorénavant un métier. Sud Éducation s'oppose à cette dérive et condamne la restriction des modalités de désignation des représentants des personnels. C'est pourquoi, nous serons très attentifs à l'écriture du règlement intérieur en veillant à ce que le dialogue social ne se prive pas de toutes les voix.

Ce premier CSA se tient dans un contexte de contestation massive. Les personnels sont particulièrement en colère par l'annonce gouvernementale concernant la huitième contre réforme des retraites. Dans l'Éducation nationale, la mobilisation des personnels a été très forte. Aujourd'hui personne n'ignore dans notre société que ce sont les agent-es qui font vivre le service public d'éducation et qu'ils sont notoirement sous payé-es comme l'ensemble des fonctionnaires. Le ministère n'apporte aucune correction à cette situation. Les mesures prises sont trop minimes ou trop tardives pour améliorer véritablement les salaires, surtout dans un contexte de forte inflation. Pire encore, certaines ne font qu'accroître les inégalités salariales entre les personnels handicapés et les autres, entre les femmes et les hommes. Les rémunérations au mérite ou aux missions supplémentaires, pénalisent celles et ceux qui ne peuvent ou ne veulent augmenter leur temps de travail. Les bas salaires et les mauvaises conditions de travail nous ont conduit-es à une crise du recrutement qui d'année en année s'accroît. Ces dernières « mesurette » n'auront aucune incidence tant le service public est perçu comme dégradé !

Après une carrière à subir les dégradations des conditions de travail, la casse des services publics, des salaires insuffisants, le gouvernement a l'audace d'exiger des agent-es qu'ils travaillent plus longtemps alors que dans le même temps, il refuse, par son obscurantisme libéral, d'établir de nouveaux impôts pour financer les services publics et la transition énergétique et de prélever de nouvelles cotisations pour renforcer notre système de retraite. Pour les personnels de l'Éducation nationale comme pour tous les salariés, c'est clairement NON. SUD éducation, comme l'ensemble des organisations appelle tous les personnels à se mobiliser massivement jusqu'au retrait de ce projet plus que contestable et fortement très contesté ! Pas d'allongement des carrières et pas une année de plus !